



Déclaration de la FSU 39 au CDEN du Jeudi 19 Novembre 2020

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous pensions naïvement que nos revendications de bon sens seraient reprises par un gouvernement et un président qui se targuaient d'un « monde d'après » différent. La réalité est toute autre, seul J.M Blanquer a vécu une rentrée « normale ». La FSU souhaitait travailler dans l'anticipation et la concertation avec les représentants de parents, les collectivités territoriales pour assurer le maintien des écoles ouvertes et la prise en charge éducative et sociale des ravages du confinement. Nous avons vu nos espoirs déçus ! Nous avons demandé un plan de recrutement massif pour alléger les effectifs, aider les élèves décrocheurs ou en grande difficulté. Nous avons demandé un aménagement des programmes, l'annulation des évaluations de rentrée. Nous avons demandé des masques PE gratuits pour tous, si possible non toxiques, pour garantir la sécurité sanitaire. Enfin, nous avons rappelé la nécessité d'aider les collectivités territoriales à pouvoir remplacer les agent-es absent-es car ils et elles sont essentiel-les dans la gestion de la crise sanitaire. Aucune de ces demandes n'a été entendue et la colère gronde dans la profession.

De plus, depuis la rentrée, très peu d'informations ont été diffusées aux personnels et aux familles sur le nombre d'élèves testés positifs ou cas contacts. La comparaison entre les chiffres fièrement avancés par le ministre et les statistiques de France Santé Publique entretiennent la défiance. Pire, des collègues du département qui contractaient la maladie se sont vus pointés du doigt par l'administration. Par leur professionnalisme, les enseignants pallient l'improvisation du gouvernement. Quoi qu'en pense le ministre il n'y a pas de dôme de protection au-dessus des écoles : le virus s'y propage comme dans les entreprises.

Soyez certain, M. le Préfet, que nos alertes dans ce domaine ont un objectif prioritaire : maintenir les écoles ouvertes pour garantir l'accès au service public d'éducation.

A la lecture des documents que vous nous avez fournis, la rentrée est étonnamment normale : dans la droite ligne des restrictions et restructurations engagées depuis 2017 par le ministre. Et pourtant la crise sanitaire révèle que M. Blanquer fait fausse route. Cette crise sanitaire a confirmé sans surprise que :

- Là où les effectifs sont plus faibles, le protocole et les inclusions sont mieux vécus,
- Les petites structures liées au caractère rural du département amortissent mieux les difficultés,
- Là où les Rased et les services médico-sociaux sont complets, la prévention joue son rôle et le lien école-famille est restauré,
- Là où des places en structures adaptées répondent aux besoins des familles, la confiance envers l'école est là.

A cause de ce gouvernement ces situations deviennent l'exception alors qu'elles devraient être la norme !

Notre responsabilité syndicale est de construire avec les personnels de l'éducation nationale et dans une unité la plus large possible une alternative à cette politique qui accroît les inégalités sociales, démantèle les services publics, empêche l'émancipation des individus.